

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« NEUJ PRO 2016 – 15^e Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

GRAND TÉMOIN

Intervenant :

Jean MASSIET, animateur sur Accropolis

Stéphanie Moutoussamy : avant d'accueillir, Jean Massiet, animateur sur Accropolis, qui fera la restitution des ateliers, je vais vous proposer un petit film réalisé sur la journée par un étudiant en licence pro info com.

Diffusion d'un film.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : bravo Sylvain pour ce petit film. Merci pour ton travail. Bonjour à tous. Je m'appelle Jean Massiet. J'ai l'immense plaisir d'être le grand témoin de cette journée du 15^{ème} Neuj'pro. J'ai 28 ans depuis une semaine. Mon métier est youtubeur. Je fais des vidéos sur YouTube. J'ai monté un projet d'éducation populaire sur YouTube il y a un an, pour essayer de raconter la politique aux jeunes, de la rendre plus accessible à un public totalement oublié des politiques et des médias qui parlent de politique. A l'heure où Neuj'pro arrive à son quinzième anniversaire, bon anniversaire Neuj'pro, j'arrive au dixième anniversaire de mon engagement qui a commencé quand j'étais au lycée au moment où je suis entré au journal de mon lycée. C'était le début d'une immense aventure militante associative dans le milieu de l'éducation populaire et de la jeunesse et l'enseignement au sens large. J'ai été responsable de publication du journal de mon lycée, le journal inter-Paul, au lycée Paul Lapie de Courbevoie. Je suis ensuite devenu président de l'association « Jets d'encre » qui est une association nationale de journaux faits par des jeunes lycéens. J'ai continué dans ces associations d'éducation populaire. J'ai été secrétaire général du réseau national des juniors associations, ce dispositif qui permet aux jeunes de créer des associations avant l'âge légal. J'ai également été membre du conseil d'administration d'Animafac, réseau d'animation étudiante. J'étais l'administrateur en charge de la préfiguration de ce qui est devenu le Forum français de la jeunesse au moment où Martin Hirsch avait rassemblé à peu près tous les acteurs jeunesse pour travailler à un livre vert qui a donné naissance au service civique. J'étais étudiant en droit et en sciences politiques et surtout très engagé dans le milieu de la jeunesse et de l'éducation populaire. Quand j'ai fini mes études, je me suis dirigé vers la politique en me disant que la politique allait être la continuation de mon engagement. J'ai travaillé dans l'ombre de la politique, ce qu'on appelle les cabinets. J'ai été collaborateur de cabinet pour des élus locaux, à la ville de Paris notamment, pour la maire du 20^{ème} arrondissement. J'ai été son chargé de mission affaires scolaires. J'ai dû gérer la réforme des rythmes éducatifs en 2013. J'ai dû ensuite m'occuper de politique de la ville à Paris au moment de la mise en place des conseils citoyens. J'ai fini ce parcours en étant plume de Marisol Touraine, la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes. J'étais chargé d'écrire ses discours. Ce petit chemin politique s'est arrêté un matin de janvier quand Charlie Hebdo se faisait fusiller. J'ai vécu une crise de sens. Je me suis demandé ce que je foutais là. Moi, le militant de la jeunesse et de l'éducation populaire, qu'est-ce que je faisais dans un cabinet ministériel sous les ors de la république ? Je ne comprenais pas très bien comment j'en étais arrivé là. Je me suis demandé ce que je pouvais faire pour retrouver ce que j'ai retrouvé aujourd'hui à Neuj'pro à travers vous, c'est-à-dire un vrai engagement, un truc quasiment personnel, qui me transporte et qui me permet de transformer la société à ma petite échelle. C'est là que j'ai eu l'idée de créer cette chaîne YouTube. J'ai créé Accropolis il y a un an à la

suite du parcours que je viens de vous raconter. C'est un projet un peu fou de créer une chaîne parlementaire pour les moins de 65 ans. Ça marche très bien auprès du public que ça touche. Je travaille d'arrache-pied avec les professionnels, les institutions pour développer ce projet et pour qu'enfin les politiques, et pas seulement les politiques jeunesse, s'intéressent aux jeunes, leur laissent de la place.

Vous allez voir que ça fait écho avec tout ce que j'ai entendu dans les ateliers cet après-midi. En effet, mon rôle de grand témoin va être d'essayer de tirer l'essence de ce que vous avez dit, de ce que vous avez fait cet après-midi dans les ateliers participatifs. J'ai beaucoup échangé avec vos animateurs et vos animatrices. Mon rôle n'est pas facile parce que vous avez un niveau d'expertise très important. Vous êtes, les élus et les professionnels de la jeunesse, infiniment mieux placés que moi pour parler des dispositifs que vous mettez en œuvre dans vos territoires et vous connaissez les difficultés du terrain. J'ai appris énormément de choses. J'en ai appris beaucoup d'enseignements à titre personnel. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais remercier collectivement les animatrices et l'animateur de ces ateliers. Un grand merci à Anne-Gaëlle, Sophie, Marie-Jo, Fanny, Chloé, Lucile, Angélique, Jean-Benoît et Florence que je vous propose d'applaudir parce qu'ils ont animé ces ateliers avec beaucoup de talent. Ils ont mouillé la chemise. Ils ont été nombreux à me dire qu'ils auraient bien aimé que ça dure beaucoup plus longtemps parce que c'était passionnant.

Je m'excuse d'avance si je suis un peu rapide pour aller à l'essence des ateliers. Beaucoup de mots-clefs, beaucoup de thématiques. Vous verrez que, dans beaucoup d'ateliers, même avec des thématiques différentes on retrouve des conclusions similaires. C'est intéressant à garder à l'esprit.

Je commence, arbitrairement, par l'atelier sur le soutien à la parentalité. C'est une question très importante et une politique publique dans les territoires qui se questionne et qui était la première question de cet atelier. Pourquoi un soutien à la parentalité ? Pourquoi met-on en œuvre des politiques publiques pour soutenir la parentalité ? La réponse était assez belle, assez fondamentale et assez intéressante. C'est pour l'épanouissement de tous, pas seulement des parents qu'on touche, aussi de leurs enfants et de l'ensemble de la société qui vit sur ce territoire-là. Pourquoi soutenir les parents ? Parce qu'il n'y a pas de mode d'emploi. C'est une belle expression de dire qu'il n'y a pas de mode d'emploi pour être parents. Parfois, il y a besoin d'une politique publique pour accompagner les parents. Il ne s'agit pas de faire à la place, mais d'accompagner. C'est ressorti de manière assez vive. Il faut soutenir les parents pour améliorer le quotidien et proposer des services qui répondent aux besoins et aux attentes des parents. On est dans l'essence même du service public, dans ce qu'il a de plus beau, d'apporter des solutions concrètes, un soutien, un accompagnement à un public qui en a besoin. Une idée ressort de cet atelier du soutien à la parentalité, c'est la notion de faire avec, faire avec les parents, pas contre eux, sans se substituer à leur rôle de parents. On retrouve cette idée d'accompagnement dans les autres ateliers. Comment être avec les parents ? Il faut fabriquer de l'échange. On connaît la difficulté de fabriquer de l'échange. Là, il y a une politique publique qui a cette problématique au cœur. C'est l'accompagnement à la parentalité, faire un travail en commun, organiser une coopération et faire se rencontrer les parents. Les temps et les lieux d'échange fonctionnent bien. Réussir à créer ces espaces dans nos villes, dans nos campagnes à des endroits-clefs où les parents vont venir et se sentir suffisamment à l'aise pour pouvoir échanger avec d'autres parents qu'ils ne connaissaient pas cinq minutes avant, créer du lien avec eux et échanger sur leurs difficultés, sur leurs réussites, s'entraider. Une mécanique qui fonctionne bien, c'est de créer de la festivité. Cela veut dire faire de l'animation, du théâtre forum, des ateliers culinaires, des choses très simples. C'est ne pas laisser les familles et les foyers isolés les uns des autres et responsables, chacun, de sa propre animation. C'est créer du lien social par l'accompagnement à la parentalité par ces moments festifs. Ce qui ne fonctionne pas et qui est critiqué, c'est le non échange dont le meilleur exemple est la conférence. On n'est pas dans le faire avec, on est dans la prescription. Ça ne fidélise pas le public et ça n'aide pas. Les pistes de travail sorties de cet atelier, c'est de partir de ce qui intéresse les parents pour les emmener petit à petit à leur intérêt. Le parent n'a pas toujours la réponse sur ce qui peut le guider dans son intérêt. Ce que je vous propose de retenir de cet atelier est un travail d'accompagnement, une construction de politique avec les acteurs, pas contre eux, et la création de temps d'échange, de temps festifs qui permettent la confiance qui est un mot-clef très important.

L'atelier suivant était « La place des jeunes dans les politiques publiques ». Plusieurs ateliers se sont réunis à différents endroits pour se poser cette question fondamentale et difficile. Des thématiques sont ressorties rapidement et ont été proposées à l'analyse des participants. Comment recueillir la parole des jeunes ? Comment prendre en compte et mettre en œuvre cette parole ? Ce n'est pas du tout la même chose. Il y a aussi la dérive possible de l'exploitation de la parole des jeunes. Plusieurs personnes ont dit qu'il y avait un risque fondamental d'instrumentaliser la parole des jeunes. Ça n'a rien à voir avec cette

journée. Mais ça fait écho. Quand Marine Le Pen dit qu'elle est le premier parti chez les jeunes, il faut allumer une alarme dans son cerveau pour se dire non, pour se dire que c'est une instrumentalisation de la parole des jeunes. C'est prendre un exemple qui nous arrange bien pour leur faire dire ce qu'on a envie de leur dire. Les politiques au niveau national ou local sont très bons, malheureusement, pour ne retenir de la parole des jeunes que ce qui arrange leurs présupposés et leurs idées préconçues. C'est intéressant que des professionnels de la jeunesse disent de faire attention à ne pas être dans l'interprétation instrumentale de la parole des jeunes. Comment valoriser la place des jeunes dans la société pour valoriser leur parole ? C'est en les rendant proactifs. C'est votre défi à vous les professionnels de la jeunesse de faire des jeunes non pas un public réceptif d'une politique publique, mais un public acteur d'une politique publique. Les participants de cet atelier ont évolué dans leur manière d'envisager le problème. Il y a eu un moment où quelqu'un a fait remarquer que leur posture depuis le début de l'atelier était celle de l'accompagnant adulte. Cette personne a demandé s'ils ne feraient pas mieux de se mettre à la place des jeunes. Il y a une humilité assez impressionnante qui consiste à dire nous, professionnels de la jeunesse, devons prendre conscience de la hauteur, qu'on le veuille ou non, qu'on a vis-à-vis des jeunes. Parfois, on a peut-être intérêt à se mettre à leur échelle et à penser avec eux et non pas pour eux. Cette prise de conscience a emmené l'atelier dans une direction différente, à mon avis plus riche. Dès qu'on se met à la place des jeunes et qu'on essaye de réfléchir avec eux, on se rend compte de quelque chose d'assez dramatique, c'est qu'on ne fait pas confiance aux jeunes. C'est subi par les jeunes de plein fouet. Ils se « dé-légitiment » eux-mêmes. Et cela « dé-légitime » aussi les professionnels de la jeunesse dans leur travail quotidien de mise en place des politiques publiques en direction des jeunes. Il y a un travail fondamental à faire sur la confiance. C'est facile à dire à vous, professionnels, qui en êtes déjà convaincus, et beaucoup plus difficile à dire à ceux qui mettent en place ce qu'il faut faire pour la confiance. On ne fait même pas confiance aux jeunes pour être experts de leur propre réalité. Les adultes ont la faculté de se sentir plus légitimes que les jeunes pour parler à leur place. Une des solutions envisagées est de parvenir à s'adapter, à se mettre à la place des jeunes, à se mettre en avant, à s'effacer en tant qu'adultes, à leur donner la parole plus facilement. Ce qui est ressorti de tous les ateliers, c'est favoriser le pair à pair. Quand on organise un atelier participatif avec des jeunes, ça change tout que l'animateur soit un jeune ou qu'il soit un adulte. Je sais que vous le savez. C'est l'expertise d'usage qui le montre. Il y a une facilité de la parole des jeunes dès lors qu'elle est invitée par un jeune. Il faut qu'on le garde à l'esprit. Comment mieux prendre en compte la parole des jeunes ? Grâce à une démocratie participative plus adaptée aux jeunes. La démocratie participative, depuis une dizaine d'années, évolue. Beaucoup d'expérimentations sont mises en place. C'est une vraie révolution que vit notre démocratie représentative y compris sur nos territoires, pas seulement au niveau national. La prise en compte des citoyens dans les processus de décision est nouvelle. Mais la prise en compte des jeunes citoyens dans les prises de décision est encore plus nouvelle. Il y a eu un appel du pied dans cet atelier pour de l'innovation. Les conseils de quartier dans nos grandes villes attirent des vieux pour des raisons quasi sociologiques, pour des habitudes, pour une facilité, pour un attrait assez naturel. Si on est capable de mettre en place des outils nouveaux sur les réseaux sociaux, de faire la démarche d'aller vers les jeunes, peut-être qu'on peut réussir à mieux prendre en compte leur parole. Comment favoriser la participation des jeunes ? Grâce à la proximité. C'est un des éléments qui est ressorti de ces ateliers. La proximité convient aux jeunes d'après l'expertise des professionnels de la jeunesse. On se rend compte que plus on fait au niveau local, plus proche de la réalité des jeunes, plus on parvient à libérer leur parole, plus on parvient à prendre en compte leur intérêt. Il ne faut pas se lancer dans des choses grandiloquentes, dans des territoires trop immenses. Un département est gigantesque pour des collégiens. Ce n'est pas parce que le conseil départemental est chargé des collèges que l'échelle départementale est la bonne pour prendre en compte la parole des collégiens. Parfois, le collège est une bonne échelle, voire la classe ou la division. Il faut garder à l'idée que les jeunes n'ont pas la même vision des territoires que nous adultes. Améliorer la représentativité des jeunes dans les politiques publiques par la transversalité. La transversalité de la jeunesse dans les politiques publiques est nécessaire. En effet, la jeunesse ne doit pas être un sous-service ou une sous-direction de la collectivité qui autoriserait les autres à ne pas s'en occuper. Non, la transversalité est que la jeunesse concerne toutes les directions. Mais attention à ne pas faire de la dilution. J'ai le souvenir d'une très grande collectivité locale qui m'expliquait qu'il n'y avait pas de politique jeunesse parce qu'elle était transversale et que tout le monde s'en occupait. En réalité, il n'y avait pas de budget, il fallait taper du côté de la culture. Pour améliorer la représentativité des jeunes, la proposition des quotas a été faite. Dans une démocratie, ça pose des limites. Le mot quota est peut-être un peu fort. Pourquoi ne pas améliorer la place du conseil de jeunes, quand il existe, auprès de l'organe délibératif de la collectivité ? On peut réfléchir à ces pistes pour améliorer la

représentativité des jeunes. Les participants auraient aimé avoir une demi-journée de plus pour cet atelier parce qu'ils sont à peine arrivés aux questionnements fondamentaux. On a senti une volonté réelle des jeunes à prendre part aux politiques publiques. Les jeunes sont tellement exclus des prises de décisions qu'ils se sentent illégitimes. Parfois, ils s'excluent d'eux-mêmes et ils se disent non concernés par les problèmes. Pour peu qu'on leur donne l'occasion de s'interroger, ils savent très bien qu'ils sont concernés par les problèmes. Comment susciter chez les jeunes la prise de conscience qu'ils ont quelque chose à dire, qu'ils ont leur légitimité, leur place comme tout autre membre de la société à parler, à questionner, à proposer, à interroger les politiques publiques qui sont mises en place pour eux sur leur territoire ? Il y a un besoin urgent d'améliorer la représentativité des jeunes. C'est un problème de renouvellement du personnel politique et médiatique. Cela touche toute la société, pas seulement les territoires. Je vais vous donner un chiffre qui, pour moi, est le plus éloquent de tous. En 20 ans, l'âge moyen des députés a augmenté de 20 ans. C'est la même génération qui est là depuis 20 ans, pas forcément les mêmes personnes. Sur ma chaîne, j'observe la politique notamment de l'assemblée nationale. Je continue à voir des députés élus en même temps que François Mitterrand en 81. J'ai bientôt 30 ans. Pour moi, Mitterrand n'est même pas un souvenir. J'ai appris ce que c'était que la mort quand la maîtresse est entrée en larmes en nous disant que François Mitterrand était mort. Le personnel politique a un énorme problème de renouvellement. Ça a un impact direct sur les jeunes et sur le sens qu'ils donnent à leur rôle dans la politique. Ils sont de plus en plus nombreux à dire que la politique est un truc de vieux et que ça ne les regarde pas. C'est dramatique. Je ne vous parle même pas de la représentation médiatique. Il y a un besoin urgent d'améliorer la représentativité des jeunes pour améliorer l'efficacité des politiques publiques. Il a un besoin impérieux d'aider les jeunes à s'exprimer, à mettre en place des espaces où ils ont de la facilité à prendre la parole.

Un autre atelier fait écho à celui-ci d'une manière différente. C'est celui sur la communication publique auprès des jeunes. Comment toucher les jeunes ? Quelles méthodes mettre en place dans les processus de communication publique pour parler aux jeunes ? Cet atelier me touche directement. Comme j'étais la plume d'une ministre, j'étais chargé de faire de la communication. Je ne m'adressais pas aux jeunes, mais à un large public de citoyens. J'ai aussi été community manager du président du conseil général de Seine-Saint-Denis dont la population est la plus jeune de France en moyenne. C'est moi qui ai créé le compte wine ou snapchat pour le président du conseil général. Les réseaux sociaux ont été le fil rouge de l'atelier. L'atelier a conclu qu'on communiquait auprès des jeunes en allant là où ils sont, pas en les forçant à venir vers des supports qu'ils n'utilisent pas. Beaucoup de maires continuent à penser que le bulletin municipal est leur canal de communication et est leur relation privilégiée avec la population. J'ai des souvenirs de réunions de cabinet où on passait des heures à se poser la question du sommaire du bulletin municipal alors qu'on savait très bien qu'il n'était lu par personne. Aller chercher les jeunes sur les réseaux sociaux conduit à deux problèmes. Il y a celui de l'efficacité. Ce n'est pas parce qu'on écrit sur Facebook qu'on touche les jeunes. C'est plus compliqué. Le deuxième problème est celui du rythme des administrations et des collectivités territoriales dans la communication. Les collectivités territoriales sont très longues au décollage dans la communication. Il y a un train de retard. Quand la collectivité prend conscience qu'il faut aller sur un nouveau réseau social, on est déjà passé au réseau social suivant. C'est ressenti par les professionnels de la jeunesse comme une double pression assez violente. Il y a les jeunes qui leur disent qu'ils sont ringards et des responsables hiérarchiques méga lents à l'amorçage qui empêchent les professionnels de la jeunesse d'être efficaces dans leur communication auprès des jeunes. Il y a aussi un questionnement sur la légitimité même des collectivités territoriales à communiquer auprès des jeunes. Les collectivités territoriales mettent en place des dispositifs et des politiques publiques souvent de très grande qualité auprès d'une population qui ne sait même pas que ça existe. Il y a un enjeu de communication pour les services publics qui consiste à expliquer au public ce qui existe. Mais, pour une raison que j'ignore, le secteur public a un scrupule à communiquer que le secteur privé n'a pas du tout. Le secteur public se sent illégitime à faire des campagnes de communication. Les marques de fringues, les clubs de foot n'ont aucun scrupule pour communiquer à grands renforts de réseaux sociaux, d'y aller cash, fort. Le secteur public, lui, continue d'avoir une réserve dans sa manière de communiquer. On peut se dire qu'on n'est pas moins légitime qu'une marque de chaussures pour parler aux jeunes. La marque de chaussures peut dire aux jeunes qu'elle fait une promotion pendant quinze jours. On a aussi le droit de dire aux jeunes qu'on met en place un atelier à côté de chez lui sur des problématiques de santé. Une autre chose qui est ressortie fortement, c'est la spécificité du public jeune. Ça fait écho à ce que j'ai dit sur le rythme médiatique et numérique. Le public jeune est plus volatile et difficile à toucher par des outils de communication que le public plus âgé. Il y a du zapping notamment dans les réseaux sociaux qui fait que les messages de communication d'intérêt général ont plus de mal à toucher les jeunes que les adultes. La problématique

est qu'on a besoin de deux choses : de méthodes de communication spécifiques et d'innovation pour réussir à toucher la spécificité des jeunes. Les propositions sont d'impliquer les jeunes dans la construction même de la campagne de communication. On peut demander à des collégiens comment ils diraient à leurs potes Facebook qu'il y a telle réunion la semaine prochaine. Faire du pair à pair, c'est aussi mettre les jeunes en situation d'alerter les communicants. Il faut impliquer les jeunes dès le départ. Il faut leur poser la question du support. Ils ont une expertise d'usage qu'on n'a pas. Il faut accompagner les jeunes à l'utilisation d'internet par le pair à pair. Il faut éviter le côté internet source de dangers. En effet, les jeunes sont d'une lucidité impressionnante dans ce domaine. Ils sont bien placés pour parler à leurs pairs de ces dangers. Enfin, il faut varier les supports, innover, être réactif. Il faut être capable de bousculer, y compris parfois sa hiérarchie. J'ai parfaitement conscience de la difficulté de dire à une direction de la communication de 50 ans de moyenne d'âge qu'on va mettre en place une communication à base de trucs fluos, etc. Mais c'est aussi le rôle des professionnels de la jeunesse d'être innovateurs y compris dans la communication dans leur collectivité. Bien communiquer, c'est être plus visible du public jeune et c'est donc être plus légitime et plus efficace auprès de lui. Bien communiquer, c'est rendre nos dispositifs plus efficaces. Est ressorti le besoin d'une remise en cause permanente parce que le public est en mouvement permanent. Ce n'est pas parce que notre campagne d'il y a deux ans a bien marché qu'elle marchera à nouveau cette année. En effet, en deux ans, il s'est passé beaucoup de choses et il faut qu'on réinterroge, qu'on repense notre communication. Il faut travailler à l'adaptation permanente des supports de communication notamment. Il y a aussi une demande de formation. C'est en lien aussi avec la vitesse de développement du numérique. Les professionnels de la jeunesse demandent à être formés pour savoir comment utiliser les nouveaux réseaux sociaux, les nouvelles technologies. Ça demande beaucoup de temps et de compétence que la formation permet d'obtenir.

Il nous reste un atelier. C'est « Quels moyens pour les politiques jeunesse ? ». Cet atelier proposait de réfléchir à une question fondamentale « Pourquoi favoriser les politiques jeunesse ? ». La réponse est que la jeunesse est l'avenir. J'ai envie de rajouter et le présent. La deuxième raison est que les jeunes ont des attentes et des besoins spécifiques. Ça fait du bien de redire que les politiques jeunesse ont leur place y compris dans nos territoires. Elles ont leur place dans les priorités des schémas directeurs, dans l'esprit des élus et des organes délibératifs au moment où ils construisent leurs politiques publiques. Quels outils mettre en place pour se donner les moyens de réaliser les politiques jeunesse ? On retombe dans l'implication des jeunes du début à la fin. L'atelier a insisté sur l'implication des jeunes qui doit se faire du diagnostic à l'évaluation. Cela réaffirme aussi que les jeunes ne doivent pas être placés dans une position de consommateurs de services publics, mais dans une position d'acteurs. C'est une spécificité des politiques publiques pour la jeunesse. Quels sont les moyens actuels ? Il y a eu une critique des moyens actuels. D'abord, il y a une profusion de dispositifs. Même les professionnels de la jeunesse s'y perdent. Alors, imaginez pour les jeunes dans leur coin, c'est encore plus compliqué. Il faut se questionner sur la mise en cohérence des outils des politiques publiques dans les territoires. Il y a aussi une critique sur l'inégalité territoriale. Certains territoires par choix politique se donnent les moyens d'avoir des politiques publiques ambitieuses et se donnent les moyens d'avoir des dispositifs, d'avoir des lieux d'accueil, d'avoir des moyens humains et financiers pour mener à bien ces politiques. Et dans d'autres territoires, la politique jeunesse est la vache maigre. Cette inégalité épuise un peu les professionnels qui sont dans des territoires moins bien dotés que les autres. La troisième critique porte sur le dispositif de l'appel à projets. On s'est demandé si c'était le plus adapté aux politiques jeunesse. Les jeunes ont dit aux participants de l'atelier que ce n'était pas une bonne manière de fonctionner. L'appel à projets fonctionne bien pour les associatifs, pour les professionnels. C'est efficace. Mais pour les jeunes, ce n'est peut-être pas la meilleure manière. Il faut réfléchir à l'efficacité de l'appel à projets. Une fois les moyens critiqués, on s'est posé la question de la méthode à mettre en place pour améliorer les moyens et favoriser les politiques jeunesse. Les méthodes qui sont ressorties sont de faire un diagnostic et un schéma partagé sur les territoires. La demande est claire de ne plus faire du one shot dans les politiques jeunesse, mais de commencer par poser le problème collégialement, si possible en incluant les jeunes encore et toujours. Il faut éviter de tronquer les jeunes par tranches d'âge. On pense en tranches d'âge en lien avec l'enseignement primaire, secondaire. On ne fait pas des trucs avec les collégiens et les lycéens ensemble. Chaque collectivité s'occupe d'un morceau. Cela participe à la profusion des dispositifs qui ne fonctionnent pas et qui est critiquée. Enfin, il faut évaluer nos politiques jeunesse. C'est la base de la méthodologie de projet. Il faut être capable de poser des diagnostics clairs sur ce qu'on a fait, sur ce qui a réussi, sur ce qui n'a pas réussi. On crée trop souvent un nouveau truc sans avoir pris le temps d'évaluer le truc précédent. Les priorités ressorties de cet atelier sont de développer le partenariat et la mise en réseau. Cela peut se faire par le travail en commun, entre

plusieurs acteurs institutionnels et associatifs, entre l'école et l'extérieur de l'école en lien avec la parentalité, en lien avec d'autres services y compris de l'Etat, d'autres collectivités. Il y a un besoin de formation des élus. Les élus de cet atelier étaient d'accord. Personne n'a la science infuse en matière de politiques jeunesse. Il y a des expertises d'usage, mais il y a aussi l'utilité d'une expertise par la formation initiale des élus au moment où ils prennent leur mandat. Il est intéressant que l'adjoint à la jeunesse ou le vice-président à la jeunesse prenne le temps de se former à l'existant, au diagnostic territorial. Quelles sont les conditions de la réussite pour la mise en place des moyens ? Avoir et définir un projet politique cohérent pour les jeunes. Cela revient à ce que je disais sur la transversalité, le schéma, le diagnostic et la cohérence. Former les élus et les acteurs. Et créer un réseau de partenaires efficaces. Ce sont les trois préconisations qui sont sorties de cet atelier sur les moyens.

J'ai essayé de tirer au maximum l'essence de ces ateliers. C'était compliqué de ressortir tout ce qui s'est dit. À chaque fois dans les salles, les paper-boards étaient couverts de mots-clefs, d'idées. Il y a eu de la frustration de participants qui sont sortis en disant qu'ils auraient voulu avoir deux heures de plus. J'en tire que vous, les professionnels de la jeunesse, vous êtes à la croisée des chemins des plus grandes problématiques contemporaines pour nos politiques publiques dans les territoires. C'est probablement vous qui occupez la place la plus difficile dans vos services, dans vos collectivités. En effet, vous êtes à un endroit où on questionne la légitimité de l'action publique. C'est compliqué pour des professionnels de travailler quand ils savent que parfois des discours politiques dé-légitiment l'action même. Vous êtes à la croisée des chemins aussi parce que vous subissez de plein fouet la révolution numérique. Vous êtes les plus pressurés par cette accélération du rythme médiatique, par cette difficulté que posent en matière de communication et de travail les réseaux sociaux. Vous êtes à la croisée des chemins de l'innovation publique parce que c'est sur vous que repose la plus grande responsabilité en matière d'innovation dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans la construction même des politiques publiques. Ajoutez à ça la pression politique aux résultats. Le président de la république a été élu en disant que la jeunesse allait être sa priorité. Je ne sais pas si la population s'est bien rendu compte de ce que cette phrase impliquait pour les professionnels de la jeunesse. Tout le monde s'est mis à regarder les professionnels de la jeunesse en disant que c'était une manière de critiquer leur travail, leur efficacité. Une pression politique très forte est mise sur les professionnels de la jeunesse et de plus il y a une constriction des moyens que vous subissez. Il est fréquent que la jeunesse se retrouve le parent pauvre des budgets. Il est vrai que les collectivités territoriales subissent la baisse des dotations de l'Etat. Malheureusement, la jeunesse fait partie des budgets dans lesquels on coupe plus facilement que dans d'autres parce que les jeunes ne votent pas ou pour tout un tas de raisons.

Pour conclure, j'en retiens que le principal danger est la résignation. Je suis rassuré parce qu'ici je n'ai vu aucune résignation. J'ai au contraire vu des élus et des professionnels passionnés, engagés, probablement plus que d'autres professionnels dans d'autres directions. Votre rapport avec les jeunes est précieux, extraordinaire. On ne le retrouve pas dans les autres directions. On ne fonctionne pas de la même manière avec les élèves quand on est dans un rôle d'éducateur. On ne fonctionne pas de la même manière avec les enfants quand on est dans l'accompagnement à la parentalité. On ne travaille pas de la même manière avec des patients dans le domaine de la santé. Vous travaillez avec des jeunes et votre rapport avec ces jeunes est fascinant. Et vous avez une humilité dans votre manière de traiter ce sujet qui est extraordinaire. Vous êtes les premiers à questionner votre propre rapport au public. Vous ne dites pas que vous êtes légitimes et que ce que vous faites est légitime. Vous questionnez en permanence votre manière de fonctionner. C'est une ressource colossale que vous avez. La principale ressource des politiques jeunesse dans ce pays, pour moi ce sont les professionnels de la jeunesse. C'est vous. C'est votre engagement, votre manière de voir votre rôle comme une cause avant d'être un service public comme un autre.

On ne va pas faire l'économie du contexte. Ce Neuj'pro 2016 se tient dans un contexte très particulier, celui d'une élection présidentielle qui démarre. Avant l'élection présidentielle, il y a le bilan du quinquennat qui a été mis en place sous l'œil de la priorité jeunesse. Le président de la république dans son interview d'hier à l'Obs s'est invité lui-même et nous a invités à tirer le bilan. Je ne vais pas le faire puisque ce n'est pas ma responsabilité. Mais, gardons à l'esprit qu'il s'est passé des choses en cinq ans. Il y a peut-être eu des actes manqués. Mais posons-nous la question de savoir ce qui aurait pu être mieux fait. Si on a raté des occasions, lesquelles ? Je parlais de l'importance de faire un diagnostic et une évaluation. Saisissons l'occasion de la fin de ce quinquennat pour faire de l'évaluation. En même temps, je suis un peu inquiet pour l'avenir. Je ne vous le cache pas. En effet, la campagne présidentielle s'enclenche sous de mauvais augures pour la jeunesse. J'ai eu l'occasion de rencontrer Bruno Lemaire la semaine dernière. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs équipes de plusieurs candidats à gauche,

au centre, à droite. Je n'ai pas l'impression qu'ils aillent dans le sens de ce que vous avez dit aujourd'hui toute la journée. Le niveau du débat public est dramatique par rapport à ce que j'ai entendu aujourd'hui toute la journée. Sur la jeunesse, c'est affligeant. On se pose la question du retour du service militaire, de la mise en place de politiques jeunesse en voyant les jeunes comme de la pâte à modeler ou comme des moutons. C'est dramatique. Les professionnels que vous êtes ont un niveau d'expertise et de questionnement des pratiques qui ne se retrouve pas dans le débat public. C'est dramatique. Et en plus, comme je le disais tout à l'heure, on est dans une redéfinition de la légitimité des territoires avec la mise en place d'une réforme territoriale assez particulière. Je n'ai pas l'impression que la jeunesse sorte vainqueur, dans l'esprit de beaucoup de politiques, de tout ça. Soyons à l'écoute de ce débat présidentiel qui commence. Soyons à l'écoute de ce que les candidats vont dire. Ce soir à 21h, sur TF1, il y a le débat de la primaire de la droite. Tant mieux, il y a une primaire, on va pouvoir les entendre. Est-ce que la jeunesse va faire partie des propositions ? Est-ce que la jeunesse va être prise en compte comme un défi et comme une ressource ? J'ai hâte de voir ça. J'ai été très heureux de vous faire ce retour. J'ai essayé de faire au mieux. Avez-vous des questions ? Des réactions ?

Un participant : je voudrais vous remercier pour ce résumé et votre travail. Je voudrais demander jusqu'à quel âge on est jeune. Je me sens jeune. J'ai 26 ans. On a parlé collectivement de la place des jeunes. Où est-on aujourd'hui ? Peu de professionnels de la jeunesse sont jeunes. Pourquoi n'a-t-on pas invité des jeunes qui ne sont pas professionnels de la jeunesse ? Pourquoi ne leur donne-t-on pas la parole au cours de journées comme celles-ci ? Ils ont toute leur légitimité à intervenir. Il y a peut-être une raison, mais ça me pose question. Ça me dérange de ne pas voir de jeunes parmi nous en dehors des professionnels. On aurait besoin de leur parole. On réfléchit à leur place. Tout à l'heure, on parlait de réfléchir pour eux. C'est exactement ce qu'on fait. On est dans l'entre-soi et ça me pose question.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : jusqu'à quand est-on jeune ? Clemenceau disait que quand on est jeune c'est pour la vie. C'est une manière de ne pas répondre à la question. Il n'y a pas d'âge à partir duquel on n'est plus jeune. Il y a des réalités de vie. Il y a des effets de génération aussi. On est jeune plus longtemps aujourd'hui. L'âge moyen du premier enfant en France, c'est 30 ans pour les hommes, 29 ans pour les femmes. En Ile-de-France, c'est 5 ans de plus. L'âge de la stabilisation du parcours professionnel est plus élevé aussi. La précarisation du parcours des jeunes fait qu'on est précaire plus longtemps et qu'on est dans une situation de jeune précaire plus longtemps. Je ne sais pas jusqu'à quand on est jeune. Peut-être n'y a-t-il pas de réponse ou que ce n'est pas une bonne manière de se la poser. Pourquoi il n'y a pas de jeunes ici ? Je n'en sais rien ? Je ne suis pas l'organisateur de Neuj'pro. C'est un colloque professionnel. C'est la réunion annuelle des professionnels et des élus de la jeunesse. Je te rejoins. Ce serait peut-être un colloque différent. Peut-être que Neuj'pro peut évoluer au fil des années. Ça fait quinze ans qu'il existe. Joyeux anniversaire. Peut-être que dans la méthode d'évaluation, on peut se dire que Neuj'Pro gagnerait à avoir des jeunes. Dans un atelier, il y avait deux jeunes qui ont pris la parole à la fin de l'atelier et qui ont fait sensation dans leur diagnostic qui ne collait pas avec celui des professionnels. Peut-être que les professionnels de la jeunesse gagneraient parfois à être un peu secoués ou être confirmés par des jeunes.

Un participant : je voudrais aller dans le sens de la réponse. Il y a deux ans, j'étais ici aussi. Et j'ai le souvenir qu'il y avait des jeunes de juniors associations notamment. Et il y avait aussi des bénévoles associatifs. Je ne sais pas si cette année, il y en a.

Un participant : je n'en fais pas partie. Mais, on a un certain nombre de jeunes professionnels qui interviennent auprès des jeunes. Ils sont dans la même tranche d'âge que les jeunes auprès desquels ils interviennent. En tant que jeunes professionnels parfois de moins de 25 ans ou de moins de 30 ans, ils ont une expertise. Jusqu'à quand est-on jeune ? On est toujours le jeune de quelqu'un.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : votre réflexion sur les jeunes professionnels de la jeunesse est intéressante. C'est un des rares domaines où des professionnels partagent la réalité de leur public. J'ai parlé de l'humilité des professionnels de la jeunesse. C'est y compris des jeunes. Quand passent-ils de l'autre côté de la barrière ? Y a-t-il une barrière d'ailleurs ? Les professionnels de la jeunesse sont des professionnels très spécifiques dans les territoires, notamment parce qu'ils ont un rapport au public que n'ont pas les autres professionnels. Il y avait des jeunes aujourd'hui, évidemment. Etaient-ils là en tant que jeunes ou en tant que professionnels ou les deux ? J'ai l'art de ne pas répondre à la question. Je fais de la politique.

Un élu : j'ai une remarque à faire. On est très peu d'élus présents. Or, il me semble indispensable pour la jeunesse que l'équipe de professionnels ne peut pas bien travailler si son élu référent ne sait pas de quoi il parle. Compte tenu des contraintes budgétaires, il faut pouvoir défendre notre délégation auprès du conseil exécutif d'une ville. Les élus ont aussi beaucoup à apprendre. Il est dommage qu'on ne soit pas assez nombreux.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : il y a cinq élus dans la salle. Merci d'être là. C'est peu. Cela pose la question du travail entre les élus et l'administration. Je doute que les élus qui viennent à Neu'pro se comportent comme ça, je le dis pour les autres. Il y a des élus qui ont une faculté à se croire omniscients par rapport à l'administration sous prétexte qu'ils ont été élus. L'onction du suffrage universel leur donnerait la science infuse.

Un élu : Je voudrais revenir sur la cohérence pour que les jeunes aient une place dans la ville, qu'ils soient acteurs de leurs projets. J'ai un souci avec les appels à projets. Les appels à projets sont déjà orientés et spécifiques. Quand les jeunes ont des projets, on n'est pas dans le bon timing administratif et pas dans les orientations qui sont données par la région, le département. On ne part pas de la demande et de la réalité des jeunes. La cohérence commence déjà là.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : il y a effectivement des choses élémentaires. Les jeunes fonctionnent par année scolaire. Et nous, on fonctionne par année budgétaire. Et ça crée des trucs aberrants. C'est une acculturation totale pour l'administration que de travailler avec des jeunes. Les professionnels de la jeunesse en savent quelque chose.

Un participant : je trouve très intéressant votre regard sur le niveau du débat public sur les jeunes. Il est scandaleux, dramatique. On sait que la jeunesse a une certaine distance vis-à-vis des institutions. Ça a toujours existé. Ça existera toujours. C'est un âge d'expérimentation et on a du mal avec les institutions. Aujourd'hui, il y a une énorme défiance des jeunes vis-à-vis du politique. Ils sont en opposition avec la politique. Le mot fait peur aux jeunes. C'est l'image médiatique des jeunes qu'on est en train de renvoyer au grand public. Comment nous, professionnels de la jeunesse, peut-on réussir à dépasser notre cadre d'intervention auprès des jeunes et à influencer minima sur l'image qui est donnée des jeunes ? L'image des jeunes qu'on renvoie, c'est la radicalisation, c'est des choses dramatiques. Et on décrédibilise en permanence l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : l'image dramatique des jeunes véhiculée par les médias a une implication directe sur les politiques publiques de jeunesse. Je fais référence aux propositions qu'on entend qui veulent aller vers plus de régulation, de sévérité, de pénalisation en réformant l'ordonnance de 45, sur le retour du service militaire, sur des réformes à l'école. Ces manières d'envisager les jeunes sont dramatiques. Ça a été prouvé, c'est directement corrélé à l'image des jeunes que renvoient les médias. Il y a un travail colossal à faire auprès des médias. Est-ce le rôle des professionnels de la jeunesse ? Vous avez déjà un rôle assez important pour ne pas, en plus, vous mettre aux relations publiques. Peut-être y a-t-il une formation en relations publiques à faire auprès des professionnels de la jeunesse. Comment faire venir des journalistes à son événement ? Comment parle-t-on aux médias ? Comment écrit-on un communiqué de presse ? J'ai fait partie de la première édition de « Stop aux clichés sur les jeunes dans les médias », le concours qui met en avant les journalistes qui ne sont pas dans les clichés sur les jeunes. C'est un dialogue entre les rédactions et les jeunes. Les journalistes nous font part de leur total isolement dans leur rédaction. C'est compliqué pour les journalistes qui veulent parler différemment des jeunes de proposer leurs sujets. En général, ce sont les jeunes journalistes. C'est lié à ce que je disais sur le non renouvellement du personnel médiatique comme pour le personnel politique. Je ne sais pas si vous avez entendu l'acteur Omar Sy piquer une gueulante hier sur le plateau de C à vous sur France 5. On lui posait des questions sur Trappes. Il a dit : vous me fait chier à me parler de Trappes, ça fait 20 ans que je n'y habite plus. Pourquoi me demandez-vous à moi, star du cinéma, ce que j'en pense ? Allez demander aux gens qui y habitent. Ils n'attendent que ça, qu'on vienne avec des caméras pour parler de leur réalité. Ça faisait du bien d'entendre un ancien habitant de banlieue parler des jeunes de banlieue en disant d'aller les voir. Le niveau du débat politique national sur la jeunesse est affligeant. Dans d'autres domaines, il est hystérique. Ce n'est pas beaucoup mieux. Je pense à l'école. Ça m'interpelle en tant que créateur de média, que novateur dans les médias. Je me demande comment on doit parler des jeunes. Ce n'est pas simple. Pourtant, on a des

productions d'universitaires, de gens qui écrivent des trucs bien. Mais, ils ne sont jamais invités dans les médias.

Un participant: les jeunes avec qui on travaille ne sont-ils pas plus sur les réseaux sociaux ? Ne vont-ils pas beaucoup plus s'informer en utilisant ces réseaux sociaux et le numérique qu'en regardant les journaux télévisés ? Effectivement, les médias dominants transmettent cette image du jeune qui fait peur, radicalisé. Mais on va trouver des tas d'initiatives qui vont avoir encore plus d'écho chez les jeunes et de versions positives. On a le verre à moitié vide du jeune qui fait peur. Mais on a aussi le verre à moitié plein du jeune qui est capable d'initiatives, qui est capable de valoriser, d'utiliser des nouveaux médias. Tu en es un exemple. Mais il y en a des tas.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : je suis d'accord avec toi. Quand je parlais de l'image des jeunes dans les médias, je parlais de l'image des jeunes véhiculée par les adultes. Les jeunes dans leur innovation, dans leur consommation des médias se tournent vers des médias qui ont un autre regard sur les jeunes. You tube est un des rares médias sur lesquels on trouve des jeunes qui mettent en avant leurs compétences, leurs talents, leurs connaissances. Une extraordinaire éducation populaire naît sur You tube. Le public de la chaîne parlementaire est âgé de plus de 65 ans à 90%. Mon public est âgé de moins de 35 ans à 100%. Non, j'ai deux personnes de plus de 40 ans abonnées à ma chaîne. Ça en dit long sur le besoin d'innovation médiatique.

Un participant : j'ai un regard positif sur ce qui vient d'être dit. Je suis un jeune professionnel de la jeunesse. J'ai fait 30 ans de protection de l'enfance. Mais la jeunesse de dispositifs de droit commun est un peu nouvelle pour moi. Je dirige un service départemental. On a des institutions qui ne vont pas si bien que ça. On a des médias qui ne vont pas si bien que ça. Peut-être des programmes politiques. Mais ce matin dans les ateliers, j'ai entendu que beaucoup de choses positives se font. Globalement, j'ai le sentiment que nos jeunes ne sont pas trop pollués malgré tout par ce système. C'est une force. Doit-on lutter contre des choses qui nous dépassent un peu ? En effet, il y a aussi des rivalités car ces jeunes prennent des places alors qu'avant on était dans un relais. Comment faire cohabiter différentes générations ? Ce n'est pas évident. Ce problème de tous temps se pose de façon plus complexe aujourd'hui. Ces jeunes dont tu parles ont d'autres modalités pour valoriser ce qu'ils font. Ce matin, j'ai découvert des initiatives qui sont portées depuis des années dans des secteurs de quartier, dans des secteurs ruraux, etc. Cela fait son petit bonhomme de chemin. Il y a de la qualité, de la dynamique, du partage. A tire personnel, je fais beaucoup de choses hors de mon travail dans le domaine associatif. On passe de très bons moments avec une jeunesse qui a envie, qui est dynamique et qui est force de propositions. Si on n'est pas capable de porter au niveau institutionnel des choses ou de les accélérer, ils ont quand même réussi sans attendre qu'on soit à leur disposition de générer une bonne dynamique, entre eux. Nous, professionnels, devons au moins être disponibles autour de cette dynamique que ces jeunes ont su créer indépendamment des difficultés que tu as soulevées, médiatiques, politiques ou institutionnelles.

Jean Massiet, animateur sur Accropolis : je suis d'accord avec toi. D'ailleurs, je me rends compte en t'entendant que j'ai été très négatif sur le constat. Je suis navré du côté déprimant de mon intervention. Je suis d'accord, les jeunes sont la première ressource de la jeunesse. Heureusement pour eux. Ils sont extraordinaires dans leurs capacités. Ils nous en mettent plein la vue en permanence avec leurs capacités, leur réactivité, leur énergie à proposer des trucs géniaux, à renverser la table parfois, à monter des trucs hallucinants. Il se passe de très belles choses dans nos territoires. Je suis triste comme beaucoup que ça ne se sache pas plus. Mais il y a le problème médiatique dont je viens de parler. Dans le discours politique, il y a un truc qui me gonfle, c'est l'injonction faite aux jeunes de se démerder, de faire leurs preuves. Je ne supporte plus d'entendre des politiques dire que c'est aux jeunes de faire leur place, de se battre, le côté un peu Macron. Non, c'est au système de laisser la place aux jeunes. Ce n'est pas aux jeunes de pousser le plafond de verre. C'est un combat personnel sur le cumul des mandats, sur ce genre de choses qui font que ça légitime un système qui ne laisse pas la place aux jeunes, qui dit aux jeunes de se sortir les doigts. La moralité de cette histoire est que Neu'pro a aussi été l'occasion de montrer de très belles initiatives. Tu l'as dit. Au forum, dans les ateliers, avec votre expertise de professionnels et d'élus, vous avez dit énormément de choses. J'espère que vous avez pu partager d'excellents tuyaux, d'excellents plans, que vous resterez en contact. Je rappelle qu'une des préconisations qui est sortie est le travail en réseau. Plus vous repartirez avec des contacts, plus Neu'pro aura été efficace. Merci à toutes et à tous. Bonne soirée. Bon anniversaire à Neu'pro.

Stéphanie Moutoussamy : Merci Jean pour cette superbe restitution. On va visionner des courts métrages du festival Festiprev qui se tient à La Rochelle. C'est un nouveau festival qui concerne les jeunes. Ces courts métrages sont réalisés par des jeunes sur le thème de la prévention. Je vais laisser Nicolas Aujard, l'organisateur du festival, vous les présenter. Pour le court métrage qu'on a vu précédemment, j'ai oublié de remercier Chloé Pelletin, étudiante en journalisme de proximité à Vichy, qui a contribué avec Sylvain Périchon à ce travail. Au sujet de la représentation des jeunes au Neuj'pro dont je m'occupe de l'organisation, on a associé le Forum français de la jeunesse. On a cherché à motiver des jeunes pour venir au colloque. C'est un peu compliqué parce que les jeunes ne sont pas en vacances. Quelques étudiants sont présents au Neuj'pro. On essaye, chaque année bien sûr, d'associer des jeunes au Neuj'pro. Ce n'est pas un manque de volonté. C'est compliqué.

Nicolas Aujard : je vais être rapide car j'ai fait la promotion du festival toute la journée partout où j'étais. Toutes les informations sont sur le site internet festiprev.com avec les 30 films sélectionnés cette année pour le festival. N'hésitez pas à y aller. On va vous en présenter deux. L'un a été réalisé dans le cadre de l'agglomération de La Rochelle accompagné par des professeurs, par des animateurs, par des intervenants professionnels. Vous allez voir la qualité du travail. Ça s'est fait en cinq mois. Le premier film, « Influences, quand l'alcool s'invite », a remporté deux prix, celui du jury jeunesse décerné par des jeunes et celui de la mise en scène remis par un jury professionnel. Le deuxième film est « Témoin muet » réalisé par des collègues de Gironde. Il y a un troisième film qu'on ne va pas présenter aujourd'hui, mais que je vous invite à aller voir ce soir grâce au Wifi mis en place par Neuj'pro : « Jeune, mais pas que ». Ce film montre la vision des adultes, des enfants et des jeunes. Il peut vous donner deux ou trois pistes de réflexion sur ce qui a été dit aujourd'hui. Merci beaucoup.

Diffusion des courts métrages.